

Madame, Monsieur, Cher jury,

Au terme de ce premier semestre, nous vous dévoilons dans cette lettre d'intention le fruit de notre réflexion et le projet que nous aimerions mettre en place pour répondre à certains enjeux contemporains en proposant un capitalisme plus juste. En effet, l'axe qui nous a le plus inspiré et que nous avons senti comme pressant à résoudre concerne l'inégale répartition des richesses à l'international et plus particulièrement dans le monde de l'entreprise.

Le problème des inégalités de richesse n'est pas nouveau. Ce qu'il a de nouveau, c'est qu'il touche notre société de plus en plus profondément, et qu'il tend à s'étendre aux économies les plus développées. En effet, dès 2015, des organisations internationales non gouvernementales, notamment Oxfam International, indiquaient que les 1% les plus riches de la planète détenaient 50% de la richesse mondiale, contre 44% en 2010. Et aujourd'hui, comment ces chiffres évoluent-ils? Selon un rapport d'Oxfam nommé *Une économie au service des 99%* publié en janvier 2017, « huit hommes détiennent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de la population mondiale ». La situation devient de plus en plus problématique puisque ce rythme de croissance de la richesse mondiale détenue par les 1% les plus riches est toujours plus soutenu, et il est prévu qu'ils détiennent 54% de cette richesse mondiale en 2020, soit dans moins de deux ans.

Pour se recentrer sur le cas de la France, 10% des Français s'accaparent 25% des revenus du pays. Si l'on suit la tendance actuelle, jusqu'à quel point l'écart et les inégalités de richesse entre les pauvres et les riches vont-elles se creuser dans notre pays? Entre 2003 et 2013, les 10% de Français les plus pauvres ont vu leur pouvoir d'achat augmenter de 2,3% alors que cette augmentation a été de plus de 10% chez les 10% les plus riches. Bien que l'on puisse arguer que les inégalités sont intrinsèques à la diversité des compétences humaines et à leur valorisation marchande, cela ne peut expliquer une telle disparité qui impacte durement le niveau de vie de ces populations. Ces inégalités de richesse agissent inévitablement sur différents pans de la société puisqu'elles peuvent induire moins d'opportunités d'évolution sociale et de carrière, un accès à la connaissance différent ou même une espérance de vie inférieure. Comme cela a pu être vu récemment, ces inégalités impactent à la fois notre société dans sa dimension économique mais également politique et sociale, créant des tensions et divisant la population. Alors, quelles pourraient être les conséquences d'une atténuation des inégalités de richesses en France?

En premier lieu, il est important de noter un impact économique majeur. Il est en effet admis par le mouvement économique keynésien que la consommation des ménages augmente plus rapidement pour ceux dont le pouvoir d'achat est le plus faible. En d'autres termes, une meilleure répartition des richesses induirait un influx de pouvoir d'achat qui se répercuterait sur la consommation des ménages et par conséquent sur la croissance économique du pays. Cette idée est reprise dans un docu-

ment de travail du Fonds Monétaire International (FMI) datant du 15 juin 2015, *Causes and Consequences of income inequality : a global perspective*. Dans ce rapport, le FMI affirme que l'augmentation des revenus des 20% les plus pauvres crée davantage de croissance économique (+0,38 point de PIB) que l'augmentation des revenus des 20% les plus riches.

Antoine Frérot, le PDG de Veolia Environnement revient en avril dernier dans un entretien avec Eric Piermont, journaliste chez *Challenges*, sur l'importance de la répartition des richesses produites dans le monde de l'entreprise. Il énonce ainsi que « la répartition des richesses est au cœur des choix des entreprises. Le partage de celles-ci est-il harmonieux entre le capital et le travail, à savoir les actionnaires et les salariés? Et comment ces derniers ont-ils été traité quand les richesses s'accroissent, ou à l'inverse diminuent? Les actionnaires n'ont-ils pas été trop bien traités depuis la théorie de Friedman? Sont-ils les seuls à prendre des risques? Autant de questions utiles à se poser, sans laisser les seuls politiques ou la réglementation s'en emparer ».

Les inégalités de richesses peuvent conduire, si elles perdurent dans le temps, à un mécontentement généralisé d'une partie de la population, voire à des insurrections. Certains acteurs économiques s'inquiètent ainsi déjà de ces phénomènes possibles, et notamment la banque d'investissement française Natixis dans une étude datant du 26 août 2017 où elle indique une crainte que « les salariés se révoltent face à des inégalités de revenus toujours plus fortes ». En effet, ils observent que les revenus réels n'ont presque pas augmenté depuis 2000. Patrick Artus, chef économiste de NATIXIS décrit plus en détails le phénomène et son émergence, expliquant qu' « alors même que les salaires suivaient la hausse de la productivité dans les années 1990, on observe un décrochage entre les deux depuis la bulle internet ». Cela signifie donc que les salariés produisent de plus en plus de richesses mais que ces richesses ne sont pas redistribuées, ou en tout cas pas aux salariés les plus modestes.

La question qui se pose actuellement est de savoir quelle est la cause de ces inégalités, D'après le rapport d'Oxfam International cité précédemment, la principale raison réside dans la gouvernance des entreprises axée sur l'optimisation de la rentabilité pour les actionnaires. Ce rapport cite Larry Fink, PDG de BlackRock, plus gros fonds d'investissement du monde : « De plus en plus de PDG optent pour des actions susceptibles d'offrir une rentabilité immédiate à leurs actionnaires, à l'image des rachats d'actions et de la hausse des dividendes, tout en sous-investissant dans l'innovation, la main d'œuvre qualifiée ou les dépenses en capital essentielles pour garantir une croissance sur le long terme ». Ce constat est identique dans le livre *Refonder l'entreprise* de Blanche Segrestin et Armand Hatchuel, tous deux professeurs à l'école des Mines de Paris, qui critiquent ouvertement la « Corporate governance » apparue selon eux dans les années 1970 et qui aurait donné aux actionnaires tout le pouvoir dans l'entreprise.

Suite à ce constat, la solution évidente serait de réformer la gouvernance des entreprises pour prendre en compte dans la gestion de ces entreprises les enjeux sociétaux. Alors même que les différents rapports que nous avons cité ci-avant préconisent des solutions économiques ou politiques, nous souhaitons apporter une vision différente. En effet, nous pensons fermement que les initiatives citoyennes seront à même de pouvoir rééquilibrer les forces en présence. Par conséquent, c'est grâce à l'enseignement, la diffusion d'informations et l'engagement des acteurs économiques que nous arriverons à changer profondément le fonctionnement et à refonder le capitalisme. Pour cela, nous voulons sensibiliser ces acteurs au problème des inégalités de richesses et à leurs conséquences dans notre société et sur les entreprises.

Notre concept s'inscrit donc dans un processus de sensibilisation. Pour créer un impact de façon durable, nous pensons qu'il est préférable d'axer notre développement sur les lycéens et étudiants, qui intégreront le monde du travail sous peu. En effet, c'est par l'émergence d'une génération consciente de ces enjeux, qui entreprend en tenant compte de critères de répartition équitables, qui s'engage dans des combats politiques pour la justice sociale et qui s'implique personnellement dans l'application de principes d'équité que nous atteindrons notre but. A terme, nous voulons qu'émerge l'idée que l'entreprise puisse avoir un rôle majeur dans le développement du bien commun.

Nous avons donc développé un prototype de jeu de plateau à la fois ludique et informatif à destination de ces lycéens et étudiants à la fois en licence d'économie et de gestion ou en école de commerce. L'objectif du jeu est donc de créer un espace de travail ludique qui puisse convenir à un cours de lycée, notamment en éducation civique ou dans les filières spécialisées économique et sociale, ainsi qu'en travaux dirigés pour les cycles supérieurs. Il est également envisagé de mettre à disposition des boîtes de jeux dans des CDI de lycée. L'idée serait par la suite de se former une base de consultants qui pourraient intervenir dans les différents cours afin d'apporter leur expertise et des explications complémentaires au simple fait de jouer.

Ce jeu aura pour nom *The Sustainable Transition* et permettra au joueur de se mettre dans la peau d'un dirigeant d'entreprise en le sensibilisant à l'éthique et à la bonne répartition des richesses. Un dirigeant respectant bien certains critères sera confronté à différents enjeux positifs de la vie de son entreprise, que ce soit la croissance de la structure, le développement à l'international ou encore sa gestion en temps de crise.

Ce projet est donc une façon originale de sensibiliser les citoyens sur un sujet aussi important que celui de la répartition des richesses au sein d'une entreprise et la responsabilité sociétale de ces entreprises. En effet, en créant un contenu hautement éducatif, le jeu pourra être accessible à partir d'un âge où les personnes peuvent être consciente de tels enjeux et ceux qu'ils peuvent signifier dans la société. En introduisant le jeu au sein même de l'enseignement scolaire, il pourrait également être un moyen de renforcer les travaux de groupe et le team-building qui l'accompagne.

En ce qui concerne la faisabilité du projet, nous avons la chance d'être un groupe diversifié qui possède des compétences aussi bien en gestion d'entreprise, en communication, en sociologie, en économie qu'en responsabilité sociétale des entreprises et en informatique. Nous disposons donc dans notre équipe de toutes les compétences nécessaires pour développer ce jeu. De plus, ce projet s'inscrit pleinement dans une tendance observée actuellement. De plus en plus de parents favorisent les jeux de société pour des raisons de développement intellectuel notamment. En effet, selon un sondage de BVA, 87% des moins de 35 ans jouent aux jeux de société. 22% des Français déclarent ainsi y jouer tous les mois.

S'introduire dans le marché des jeux de société ne se fait pas sans risque. L'aspect le plus complexe de notre jeu de plateau est qu'il faut concilier à la fois la dimension ludique, attractive, et la portée pédagogique et intellectuelle. En effet, si nous développons un jeu trop simple et divertissant, nous ratons notre objectif de formation et sensibilisation. Au contraire, si nous développons un jeu trop complexe qui se concentre uniquement sur l'apprentissage de notions, nous perdons l'aspect ludique.

Et maintenant, quelles sont les prochaines étapes? Dans un premier temps, il s'agira de finaliser le concept du jeu et les règles, mais également de démarcher de potentiels premiers clients, des professeurs de lycée par exemple, pour avoir des retours et leurs points de vue sur notre jeu. Cette étape occupera les six prochains mois. Ensuite il s'agira d'établir un partenariat industriel concret avec une entreprise de jeu de société pour la création du plateau, en leur soumettant un cahier des charges sur le produit et les matériaux. Nous avons d'ores et déjà trouvé une entreprise française, *Ferriot Cric*, située dans la région de Troyes avec qui nous pourrions être susceptible d'établir ce partenariat. Enfin nous souhaitons développer des extensions de jeu de plateau concrètes, selon différents thèmes et secteurs. Il pourrait être envisagé de faire une extension spécial « secteur de la mode » ou « industrie agroalimentaire » et entreprendre des partenariats avec des entreprises de ces milieux afin de bénéficier de leur image de marque. Il s'agira également de démarcher des professeurs en sciences économiques pour le développement d'un service de consultant ou meneur de jeu auprès des étudiants.

*The Sustainable Transition* se veut ainsi un vecteur de sensibilisation à la valeur sociale de l'action menée dans l'entreprise et par conséquent des possibles répercussions qu'ont les grandes orientations stratégiques de l'entreprise dans la sphère sociale auprès des lycéens et étudiants.

Nous espérons donc que ce projet innovant et s'inscrivant dans les problématiques actuelles d'inégalités croissantes des richesses dans l'entreprise retiennent votre attention !

